

Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, octobre 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 22 décembre 2020

Les données d'octobre de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) sont maintenant accessibles. Cette enquête fournit des données mensuelles sur l'emploi salarié, la rémunération et les heures travaillées pour le Canada, les provinces et les territoires.

À la mi-octobre, plusieurs provinces avaient resserré leurs mesures de santé publique en réponse à une augmentation des cas de COVID-19. Contrairement à l'arrêt généralisé de l'activité économique imposé en mars et en avril, ces mesures ont ciblé les entreprises où le risque de propagation de la COVID-19 est plus élevé, y compris les restaurants intérieurs et les bars ainsi que les établissements de loisirs.

L'EERH brosse un tableau de l'emploi salarié, c'est-à-dire le nombre d'employés qui reçoivent une rémunération ou des avantages sociaux (revenu de travail) au cours d'un mois donné. Cette enquête exclut les travailleurs autonomes de même que les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en société et des bureaux voués à l'exercice d'une profession libérale ainsi que les employés du secteur agricole.

Pour la première fois, les résultats mensuels de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) sont également accessibles. Les estimations provisoires pour le mois d'octobre donnent un premier aperçu des estimations des postes vacants depuis le début de la crise économique liée à la COVID-19.

Conjointement avec les données de l'Enquête sur la population active (EPA), les données de l'EERH et de l'EPVS aident à comprendre de manière plus complète les conditions du marché de l'emploi.

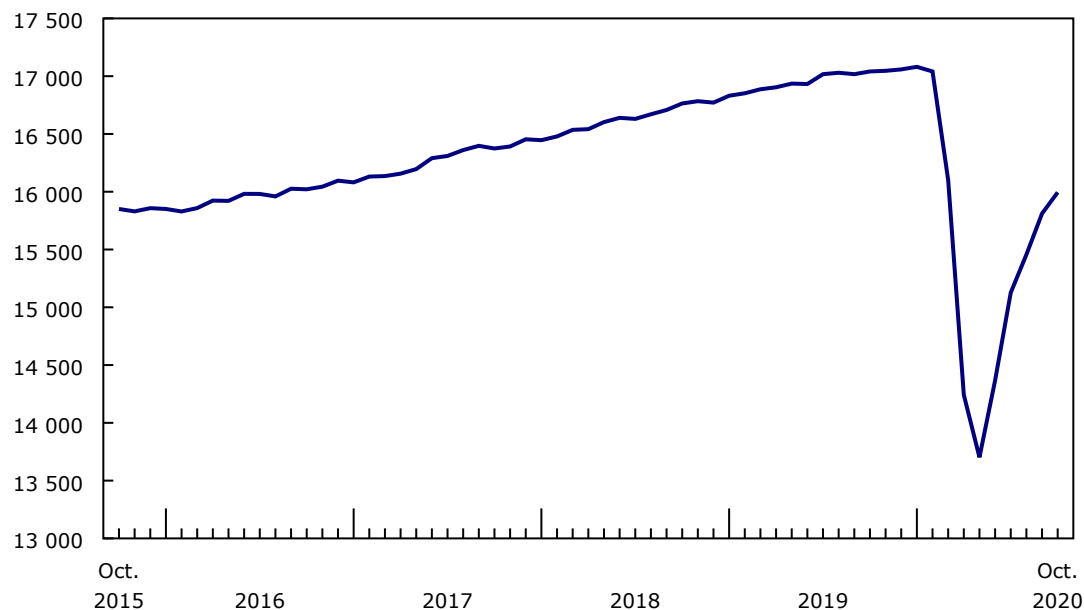
L'emploi salarié continue d'augmenter en octobre

Le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux de leur employeur, appelés « employés salariés » dans le cadre de l'EERH, a continué d'augmenter en octobre, en hausse de 183 700 (+1,2 %) par rapport au mois précédent. Cette hausse a fait suite à une augmentation de 2,1 millions d'emplois salariés de juin à septembre, portant la variation totale de l'emploi salarié à un peu plus de 1,0 million (-6,1 %) en dessous du niveau enregistré en février.



Graphique 1 L'emploi salarié continue d'augmenter en octobre

emploi salarié (milliers)



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612); tableau 14-10-0220-01.

L'emploi total, tel que mesuré par l'EPA, a progressé de 84 000 (+0,5 %) en octobre, ce qui l'a porté à 636 000 (-3,3 %) en dessous de son niveau observé en février.

L'emploi salarié progresse dans la plupart des provinces

Le nombre d'emplois salariés a augmenté dans neuf provinces en octobre, et les hausses les plus marquées ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (+3,1 %; +2 000), en Nouvelle-Écosse (+2,0 %; +8 000), en Colombie-Britannique (+1,6 %; +34 000) et en Ontario (+1,5 %; 88 800). Le nombre d'emplois salariés a peu varié au Nouveau-Brunswick.

Comme ce qui a été indiqué dans la diffusion de l'EPA d'octobre, le rythme de la croissance de l'emploi a ralenti en Ontario et au Québec, ce qui correspond à la remise en place de mesures de santé publique liées à la COVID-19 dans de nombreuses régions du centre du Canada.

Les employés rémunérés à l'heure rétrécissent l'écart par rapport à leur niveau d'emploi observé avant la COVID-19, mais demeurent plus éloignés que les employés à salaire fixe

En octobre, la croissance de l'emploi salarié a continué d'être alimentée par les employés rémunérés à l'heure (+1,4 %; +124 500). À la suite de cette hausse, le nombre d'employés rémunérés à l'heure s'est situé 8,1 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19, comparativement à 4,1 % en deçà du niveau observé avant la COVID-19 pour les employés à salaire fixe. En mai, le nombre d'employés rémunérés à l'heure était de 25,5 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19, comparativement à 7,8 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19 pour les employés à salaire fixe.

L'emploi salarié dans les petites entreprises augmente au troisième trimestre

L'emploi selon la taille de l'entreprise permet de jeter un éclairage sur les différentes répercussions de la COVID-19 sur le marché du travail. Au cours du deuxième trimestre de 2020 (d'avril à juin) —période qui englobe l'arrêt initial de l'activité économique et la fermeture des commerces non essentiels en raison de la COVID-19—, l'emploi salarié dans les petites entreprises (de moins de 100 employés) est tombé à 22,1 % en deçà du niveau observé un an plus tôt. Au cours de la même période, le nombre d'emplois salariés dans les entreprises comptant 100 employés ou plus a baissé de 13,1 %.

Au cours du troisième trimestre de 2020 (de juillet à septembre), cet écart s'est quelque peu rétréci. Le nombre d'emplois salariés s'est situé à 10,5 % en deçà du niveau observé un an plus tôt dans les petites entreprises, comparativement à une baisse sur 12 mois de 8,1 % pour les entreprises de 100 employés ou plus.

Les heures travaillées totales progressent tandis que les heures travaillées moyennes sont stables

Le total des heures travaillées a progressé à un rythme plus lent en octobre, en hausse de 0,3 %, comparativement à l'augmentation de 2,0 % enregistrée en septembre. Cette croissance a porté le total des heures travaillées à 5,4 % en deçà du niveau observé en février avant la COVID-19, comparativement à un écart de 16,6 % enregistré en mai.

Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a peu varié en octobre, s'établissant à 33,5 heures, mais il a augmenté par rapport à février, au moment où les employés salariés ont travaillé en moyenne 33,0 heures par semaine.

La rémunération hebdomadaire moyenne varie peu en octobre

La rémunération hebdomadaire moyenne s'est établie à 1 106 \$ en octobre, ce qui est presque inchangé par rapport au mois précédent. Comparativement à un an plus tôt, la rémunération a augmenté de 5,9 %, les pertes d'emplois enregistrées tout au long de la crise économique liée à la COVID-19 ayant davantage touché les employés faiblement rémunérés.

La croissance de l'emploi salarié ralentit tant dans le secteur des services que dans le secteur des biens

En octobre, le nombre d'emplois salariés a continué de se redresser dans le secteur des services (+1,3 %; +162 300) et dans le secteur des biens (+0,7 %; +20 400), mais à un rythme plus lent par rapport au mois précédent. Dans les services, les hausses ont été généralisées, et les augmentations mensuelles les plus marquées ont été enregistrées dans le commerce de détail (+27 800), dans les services d'enseignement (+18 200) ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale (+17 200). Dans le secteur des biens, la croissance de l'emploi a fait une pause dans la fabrication, tandis qu'elle s'est poursuivie dans la construction (+17 600), qui a été à l'origine de presque toute la hausse.

En octobre, l'emploi salarié dans le secteur des services et dans le secteur des biens s'est situé à 6,5 % et 4,9 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19. Alors que l'économie canadienne fait face à la deuxième vague de COVID-19 et à de nouvelles mesures de santé publique, la route de la reprise sera plus longue pour certains secteurs que pour d'autres. En octobre, le secteur des arts, des spectacles et des loisirs et le secteur des services d'hébergement et de restauration ont continué d'être les plus éloignés des niveaux d'emploi observés avant la COVID-19.

La croissance de l'emploi salarié se poursuit dans les arts, les spectacles et les loisirs, mais elle varie d'une province à l'autre

Le nombre d'emplois salariés dans les arts, les spectacles et les loisirs a continué d'augmenter en octobre (+9 200; +4,2 %), en hausse pour un cinquième mois consécutif. Toutefois, il est demeuré le plus éloigné d'une reprise par rapport à tous les autres secteurs, se situant à 28,2 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19.

Tandis que de nombreuses provinces ont enregistré une progression de l'emploi salarié dans ce secteur, une baisse notable a été observée au Québec (-3,4 %; -1 700). Les autorités sanitaires du Québec ont annoncé qu'à partir du 1^{er} octobre, les établissements de divertissement, comme les casinos, les cinémas, les musées et les théâtres, seraient fermés dans les zones d'alerte rouge de la province.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs s'est établie à 715 \$ en octobre, en hausse de 13,3 % par rapport à 12 mois plus tôt.

L'emploi salarié dans les services d'hébergement et de restauration augmente dans toutes les provinces, sauf au Québec

Dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, l'emploi salarié a augmenté pour un cinquième mois consécutif, en hausse de 1,2 % (+11 800) en octobre. Toutes les provinces ont enregistré des hausses, sauf le Québec, où l'emploi dans ce secteur a reculé de 2,9 % (-6 200). La baisse témoigne probablement de l'effet des nouvelles mesures de santé publique qui sont entrées en vigueur en octobre et qui ont exigé la fermeture de tous les restaurants et les bars situés dans les zones d'alerte rouge de la province (sauf pour les commandes pour emporter ou la livraison), et ces zones comprenaient de grandes régions métropolitaines, comme Montréal et Québec. En Ontario, la croissance du nombre d'emplois salariés dans les services d'hébergement et de restauration a ralenti pour s'établir à 2,0 %, en baisse par rapport à 6,9 % en septembre, la province ayant mis en œuvre des restrictions géographiques ciblées visant les bars et les restaurants en octobre.

L'augmentation mensuelle du nombre d'emplois dans les services d'hébergement et de restauration a été la plus marquée à l'Île-du-Prince-Édouard (+9,1 %), en Nouvelle-Écosse (+4,1 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+3,0 %). À l'échelle nationale, la rémunération hebdomadaire moyenne dans ce secteur s'est établie à 427 \$ en octobre, ce qui est presque inchangé par rapport à 12 mois plus tôt.

Les services immobiliers et les services de location et de location à bail, les « autres services » et les services administratifs et de soutien poursuivent leur lente reprise

Le nombre d'emplois salariés a progressé pour un cinquième mois consécutif dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail en octobre (+1,4 %; +3 400), ce qui a porté le niveau d'emploi dans le secteur à 13,4 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19. Il s'agit de l'un des secteurs les plus éloignés d'une reprise complète. La reprise a été lente mais constante depuis mai, au moment où l'emploi se situait à 23,6 % en deçà de son niveau de février.

Dans le secteur, l'emploi salarié dans les services de location et de location à bail — qui comprend les établissements dont l'activité principale est la location ou la location à bail de biens tangibles comme les automobiles, les ordinateurs et les machines industrielles — est tombé à 34,0 % en deçà du niveau observé avant la COVID-19 en mai, et ce sous-secteur est demeuré le plus éloigné d'une reprise en octobre (-20,0 %). En revanche, l'emploi salarié dans les services immobiliers a chuté à 20,4 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19 en mai, et il s'est situé à 11,6 % en deçà de son niveau observé avant la pandémie en octobre.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans les services immobiliers et les services de location s'est établie à 1 153 \$ en octobre, en hausse de 11,7 % comparativement à 12 mois plus tôt.

En octobre, l'emploi salarié dans les « autres services » a progressé de 1,4 % (+6 900), ce qui représente un rythme plus lent que la moyenne de 6,9 % observée de juin à septembre. Malgré cette hausse, le nombre d'emplois salariés dans le secteur des « autres services » s'est situé à 11,4 % (-63 500) en deçà de son niveau de février, et

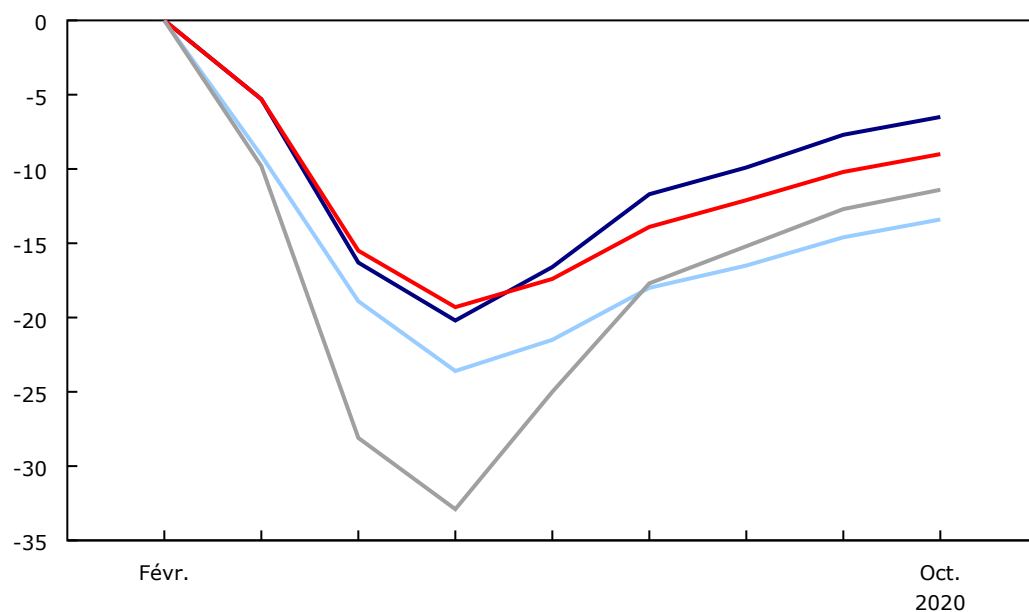
les baisses les plus prononcées ont été enregistrées dans les sous-secteurs des organisations civiques et sociales, des services de soins personnels ainsi que de la réparation et de l'entretien de véhicules automobiles. La rémunération hebdomadaire moyenne dans ce secteur s'est établie à 929 \$ en octobre, en hausse de 6,2 % comparativement à 12 mois plus tôt.

L'emploi salarié dans le secteur des services administratifs et de soutien a poursuivi sa tendance à la hausse, progressant pour le cinquième mois consécutif en octobre (+1,4 %; +10 100). Malgré les augmentations récentes, l'emploi dans ce secteur s'est situé à 9,0 % en deçà de son niveau de février, et les baisses les plus prononcées ont été enregistrées dans le sous-secteur des services administratifs et des services de soutien — un sous-secteur qui assure le soutien des activités quotidiennes d'autres organisations. Comparativement à février, les plus fortes baisses en pourcentage ont été observées dans les services de préparation de voyages et de réservation (-29,7 %), dans les autres services de soutien (-13,7 %) et dans les services d'emploi (-13,5 %). La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur s'est établie à 914 \$ en octobre, en hausse de 8,2 % par rapport à 12 mois plus tôt.

Graphique 2

L'emploi salarié dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail se situe à 13,4 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19

variation de l'emploi salarié (%) par rapport à février 2020



- Secteur des services
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services administratifs et de soutien
- Autres services (sauf les administrations publiques)

Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612); tableau 14-10-0220-01.

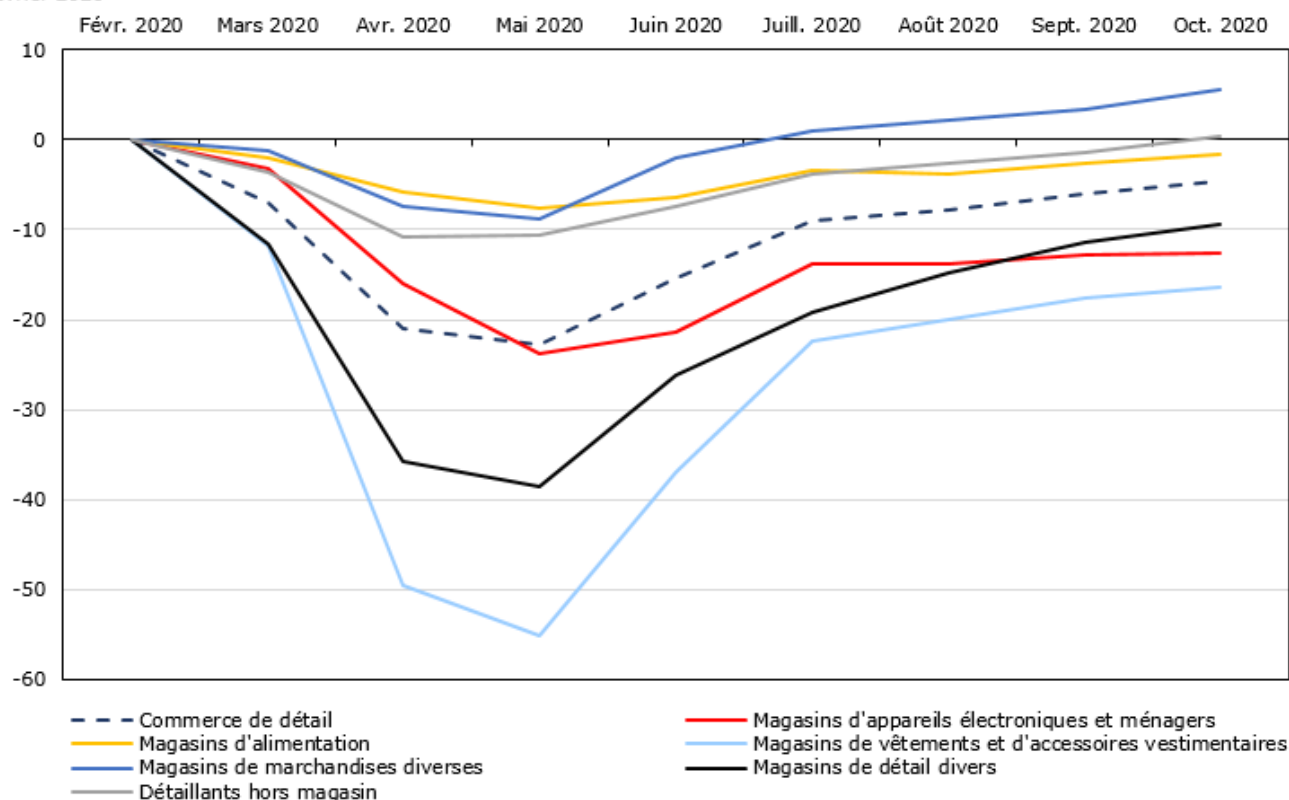
L'emploi salarié continue d'augmenter dans le commerce de détail

En octobre, l'emploi salarié dans le commerce de détail a progressé pour un cinquième mois consécutif, en hausse de 1,5 % (+27 800). Bien que l'emploi dans ce secteur se soit rapproché de son niveau observé avant la COVID-19 (-4,7 %; -94 800), le niveau de reprise a été inégal d'un sous-secteur à l'autre. Le nombre d'emplois salariés dans les magasins de marchandises diverses, comme les grands magasins, s'est situé à 5,6 % au-dessus du niveau observé avant la COVID-19 en octobre, tandis que le nombre d'emplois salariés a peu varié parmi les détaillants hors magasin. En revanche, l'emploi s'est situé à 16,4 % en deçà de son niveau observé avant la COVID-19 dans les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires et à 12,5 % en deçà du niveau d'avant la COVID-19 dans les magasins d'appareils électroniques et ménagers.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de détail a augmenté de 2,9 % par rapport à un an plus tôt, se fixant à 654 \$ en octobre.

Infographie 1 – L'emploi salarié dans les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires est le plus éloigné des niveaux observés en février dans le secteur du commerce de détail

variation de l'emploi
salarié (%) par rapport
à février 2020



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau 14-10-0220-01.

La croissance de l'emploi salarié se poursuit à un rythme plus lent dans la construction

Le nombre d'emplois salariés dans la construction a progressé pour un sixième mois consécutif en octobre, en hausse de 17 600 (+1,8 %) par rapport à septembre. Bien qu'il s'agisse de l'augmentation mensuelle la plus faible pour ce secteur depuis le printemps, elle a porté l'emploi total à 4,5 % en deçà de son niveau de février.

Dans la construction, l'emploi salarié a augmenté dans tous les sous-secteurs et dans toutes les industries en octobre, et la hausse la plus marquée a été enregistrée par les entrepreneurs spécialisés (+10 700; +1,8 %). Dans ce sous-secteur, la majeure partie de la hausse a été observée chez les entrepreneurs en installation d'équipements techniques et par les entrepreneurs en travaux de finition de bâtiments.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans la construction s'est établie à 1 331 \$ en octobre, en hausse de 3,6 % par rapport à 12 mois plus tôt. Comme l'a indiqué le communiqué sur [l'investissement en construction de bâtiments](#), l'investissement a augmenté pour le sixième mois consécutif en octobre dans la construction résidentielle (+0,7 %), tandis qu'il a diminué pour le quatrième mois consécutif dans la construction non résidentielle (-3,2 %).

La croissance de l'emploi salarié stagne dans la fabrication

Après avoir augmenté pendant quatre mois, l'emploi salarié dans la fabrication a peu varié en octobre, il s'est situé à 4,9 % en deçà de son niveau observé en février. À son niveau le plus bas enregistré en mai, l'emploi salarié dans la fabrication s'est situé à 15,9 % en deçà de son niveau observé en février.

En octobre, la croissance de l'emploi observée dans plusieurs sous-secteurs de la fabrication a été contrebalancée principalement par la baisse enregistrée dans la fabrication de matériel de transport (-4 400; -2,3 %). Le recul observé dans ce sous-secteur est surtout attribuable à la fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces et à la fabrication de véhicules automobiles. Comme l'ont démontré les données de [l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières](#), le taux d'utilisation de la capacité dans le sous-secteur de la fabrication du matériel de transport a diminué de 4,4 points de pourcentage en octobre (données non désaisonnalisées), principalement en raison de la baisse de la production dans l'industrie de l'aérospatiale. Le taux d'utilisation de la capacité pour l'ensemble du secteur de la fabrication a reculé pour passer de 78,4 % en septembre à 77,8 % en octobre.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la fabrication a peu varié en octobre, s'établissant à 1 158 \$.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz est le plus éloigné d'une reprise dans le secteur des biens

L'emploi salarié dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz a peu varié en octobre, et il était le plus éloigné d'une reprise (-8,3 %) dans le secteur des biens. Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz a été touché particulièrement durement en Alberta, où le niveau d'emploi d'octobre pour ce secteur se situait à 14,9 % en deçà de son niveau de février. Les données relatives à ce secteur qui seront recueillies au cours des prochains mois permettront de jeter un éclairage sur les effets qu'aura la décision de l'Alberta de cesser de limiter sa production pétrolière en décembre (auparavant 3,81 millions de barils par jour), permettant ainsi aux producteurs d'utiliser la capacité des oléoducs à leur disposition et d'augmenter l'emploi.

L'emploi salarié dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz a aussi été aux prises avec des difficultés à Terre-Neuve-et-Labrador pendant la pandémie, le nombre d'emplois salariés ayant diminué de 12,9 % de février à mai. En octobre, l'emploi dans ce secteur dans la province était de 10,4 % en deçà du niveau observé avant la COVID-19.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz est demeurée la plus élevée de tous les secteurs en octobre, s'établissant à 1 981 \$. Toutefois, ce secteur est le seul secteur à avoir connu une baisse notable de la rémunération hebdomadaire moyenne par rapport à un an plus tôt (-10,0 %).

Premier aperçu des postes vacants depuis le début de la crise économique

Pendant que les entreprises continuaient à s'adapter aux exigences de santé publique, les employeurs canadiens recrutaient activement pour doter environ 551 900 postes en octobre (données non désaisonnalisées).

En octobre, le taux de postes vacants mensuel — c'est-à-dire le nombre de postes vacants en proportion de tous les postes — s'est établi à 3,5 % (données non désaisonnalisées). Les statistiques mensuelles et trimestrielles sur les postes vacants ne sont pas directement comparables en raison des tendances saisonnières et de la variation d'un mois à l'autre durant les trimestres. À titre de comparaison, toutefois, avant la crise économique liée à la COVID-19, le taux de postes vacants trimestriel a varié entre 3,0 % et 3,5 % entre le premier trimestre de 2019 et le premier trimestre de 2020 (données non désaisonnalisées).

Le taux de postes vacants est un indicateur clé de la demande de travail non comblée et, conjointement avec d'autres indicateurs du marché du travail comme l'emploi salarié et le taux de chômage, il peut fournir des renseignements utiles sur le marché du travail. Par exemple, un taux de postes vacants élevé pourrait s'expliquer par une hausse du rythme de recrutement ou par les difficultés éprouvées par les employeurs qui tentent de trouver et de retenir des candidats convenables.

En octobre, le taux de postes vacants le plus élevé a été enregistré en Colombie-Britannique (4,2 %) et au Québec (4,0 %), et le plus faible, à Terre-Neuve-et-Labrador (2,3 %), en Saskatchewan (2,7 %) et en Alberta (2,8 %) (données non désaisonnalisées). Les autres provinces ont toutes enregistré des taux de postes vacants se situant entre 3,0 % et 3,4 %.

À l'échelle des secteurs, le commerce de détail a enregistré le nombre le plus élevé de postes vacants (92 800) en octobre et un taux de postes vacants de 4,7 % (données non désaisonnalisées), ce qui représente l'un des taux de postes vacants les plus élevés de tous les secteurs.

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a enregistré le deuxième nombre de postes vacants en importance (80 700). Le taux de postes vacants dans ce secteur s'est établi à 3,8 % en octobre, ce qui pourrait refléter l'action continue du Canada face à la pandémie de COVID-19. Du premier trimestre de 2019 au premier trimestre de 2020, le taux de postes vacants dans ce secteur s'est situé entre 3,0 % et 3,3 %. Ensemble, le secteur du commerce de détail et celui des soins de santé et de l'assistance sociale — qui sont les deux secteurs les plus importants au Canada pour ce qui est du nombre d'emplois salariés — ont été à l'origine de plus de 30 % de tous les postes vacants en octobre.

Les données sur les postes vacants continueront d'être intégrées dans les prochaines diffusions mensuelles des résultats de l'emploi salarié. Une analyse plus détaillée sera publiée avec les estimations trimestrielles de l'EPVS en mars 2021.

Regard vers l'avenir

Les résultats de l'EPA de novembre — qui présentent les conditions sur le marché du travail pendant la semaine allant du 8 au 14 novembre — ont montré que la reprise de l'emploi continuait de ralentir dans certains secteurs après que plusieurs provinces ont resserré leurs mesures de santé publique face à une augmentation des cas de COVID-19. Les résultats de l'EERH de novembre 2020, qui seront diffusés le 28 janvier 2021, apporteront plus d'éclairage sur les sous-secteurs et les industries les plus touchés par la remise en place et le resserrement des mesures de santé publique.

Objectifs liés au développement durable

Le 1^{er} janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 prochaines années. Ce plan se fonde sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès relatifs aux objectifs mondiaux liés au développement durable. Le présent communiqué contribuera à mesurer les objectifs suivants :



Note aux lecteurs

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)

Le principal objectif de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, de l'emploi et des heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées, à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de l'EERH sont produites en intégrant les données de trois sources : un recensement d'environ 1 million de retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada; l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, qui permet de recueillir des données auprès d'un échantillon de 15 000 établissements; et les dossiers administratifs d'emploi dans les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales fournis par ces ordres de gouvernement.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. La présente analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Au moment de chaque diffusion des données de l'EERH, les données du mois précédent sont révisées. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont le principal objectif est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

En raison de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances dont rendent compte les données sont semblables. Pour mieux comprendre les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'EPA et celles provenant de l'EERH, veuillez consulter la section 8 du Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G).

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'emploi salarié non agricole portent sur l'ensemble des salariés rémunérés à l'heure et des employés à salaire fixe, ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

À moins d'indication contraire, les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)

Le communiqué d'octobre 2020 constitue la première diffusion des estimations mensuelles provisoires de l'EPVS. Ces estimations fournissent des renseignements plus actuels sur le nombre et le taux de postes vacants par province et par secteur d'activité.

L'EPVS fournit également des données trimestrielles exhaustives sur les postes vacants selon le secteur d'activité et les professions détaillées pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions économiques, sur le salaire horaire offert et sur les caractéristiques des postes vacants. Les données trimestrielles pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2020 ne sont pas disponibles en raison de la suspension temporaire des opérations d'enquête pendant la pandémie de COVID-19. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation des données de l'EPVS dans le Guide de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (75-514-G).

L'EPVS est une enquête trimestrielle. L'échantillon trimestriel des emplacements est réparti sur les trois mois de collecte du trimestre, approximativement équilibré par province et par secteur d'activité pendant chacun des trois mois. Cela permet la production d'estimations trimestrielles et mensuelles.

Les estimations mensuelles provisoires sont produites pour l'emploi salarié, les postes vacants et le taux de postes vacants au moyen des réponses obtenues auprès des emplacements commerciaux échantillonnés pendant le mois de référence correspondant. Ces estimations sont diffusées tous les mois, en même temps que le communiqué mensuel de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) pour le mois correspondant. La période de référence de l'EPVS est le premier jour du mois respectif.

Les estimations mensuelles provisoires sont révisées et finalisées lorsque les estimations trimestrielles correspondantes sont diffusées, ou peu après. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Les estimations de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées. Par conséquent, les comparaisons d'un mois à l'autre ou d'un trimestre à l'autre doivent être interprétées avec circonspection, car elles pourraient refléter des mouvements saisonniers. De plus, les comparaisons d'une année à l'autre entre les estimations de différentes fréquences (mois par rapport à trimestre) doivent être interprétées avec circonspection étant donné que les statistiques sur les postes vacants peuvent varier d'un mois à l'autre au cours d'un trimestre.

Bien que l'emploi de l'EPVS soit étalonné en fonction de l'emploi de l'EERH, les chiffres de l'emploi salarié de l'EERH et les chiffres de l'emploi mensuels provisoires de l'EPVS peuvent différer en raison des regroupements utilisés pour l'étalonnage et des différences sur le plan de la portée et des périodes de référence.

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux de données en temps réel 14-10-0357-01, 14-10-0358-01, 14-10-0331-01 et 14-10-0332-01 seront mis à jour le 11 janvier 2021.

Prochaine diffusion

Les données de novembre 2020 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et les postes vacants seront diffusées le 28 janvier 2021.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Octobre 2019	Septembre 2020 ^r	Octobre 2020 ^p	Septembre à octobre 2020	Octobre 2019 à octobre 2020	Septembre à octobre 2020	Octobre 2019 à octobre 2020
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	1 044,91	1 107,84	1 106,18	-1,66	61,27	-0,1	5,9
Foresterie, exploitation et soutien	1 163,85	1 276,89	1 207,50	-69,39	43,65	-5,4	3,8
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	2 201,99	2 016,54	1 980,89	-35,65	-221,10	-1,8	-10,0
Services publics	1 972,22	1 835,83	1 914,30	78,47	-57,92	4,3	-2,9
Construction	1 284,69	1 333,15	1 330,70	-2,45	46,01	-0,2	3,6
Fabrication	1 166,70	1 160,77	1 158,29	-2,48	-8,41	-0,2	-0,7
Commerce de gros	1 240,40	1 325,85	1 345,59	19,74	105,19	1,5	8,5
Commerce de détail	635,45	654,06	653,98	-0,08	18,53	-0,0	2,9
Transport et entreposage	1 096,28	1 186,52	1 169,54	-16,98	73,26	-1,4	6,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 307,17	1 533,75	1 424,15	-109,60	116,98	-7,1	8,9
Finance et assurances	1 365,35	1 455,62	1 470,97	15,35	105,62	1,1	7,7
Services immobiliers, de location et de location à bail	1 032,55	1 144,18	1 153,44	9,26	120,89	0,8	11,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 457,42	1 486,48	1 514,18	27,70	56,76	1,9	3,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 635,19	1 369,92	1 652,68	282,76	17,49	20,6	1,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	845,34	894,06	914,30	20,24	68,96	2,3	8,2
Services d'enseignement	1 092,63	1 151,31	1 137,93	-13,38	45,30	-1,2	4,1
Soins de santé et assistance sociale	941,98	1 013,31	1 013,71	0,40	71,73	0,0	7,6
Arts, spectacles et loisirs	631,39	718,78	715,07	-3,71	83,68	-0,5	13,3
Services d'hébergement et de restauration	435,14	428,62	427,22	-1,40	-7,92	-0,3	-1,8
Autres services (sauf les administrations publiques)	874,75	937,30	928,58	-8,72	53,83	-0,9	6,2
Administrations publiques	1 348,79	1 438,28	1 429,48	-8,80	80,69	-0,6	6,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	1 073,11	1 101,82	1 097,34	-4,48	24,23	-0,4	2,3
Île-du-Prince-Édouard	885,62	952,59	964,41	11,82	78,79	1,2	8,9
Nouvelle-Écosse	922,21	959,59	981,72	22,13	59,51	2,3	6,5
Nouveau-Brunswick	959,75	1 000,93	1 000,50	-0,43	40,75	-0,0	4,2
Québec	979,57	1 045,59	1 057,19	11,60	77,62	1,1	7,9
Ontario	1 064,52	1 147,35	1 144,02	-3,33	79,50	-0,3	7,5
Manitoba	965,17	988,46	992,12	3,66	26,95	0,4	2,8
Saskatchewan	1 052,58	1 098,73	1 090,28	-8,45	37,70	-0,8	3,6
Alberta	1 192,13	1 197,03	1 187,77	-9,26	-4,36	-0,8	-0,4
Colombie-Britannique	1 015,74	1 092,67	1 090,98	-1,69	75,24	-0,2	7,4
Yukon	1 172,69	1 276,58	1 281,42	4,84	108,73	0,4	9,3
Territoires du Nord-Ouest	1 473,13	1 495,42	1 512,43	17,01	39,30	1,1	2,7
Nunavut	1 459,59	1 431,21	1 419,77	-11,44	-39,82	-0,8	-2,7

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Source(s) : Tableau [14-10-0223-01](#) (anciennement tableau CANSIM 281-0063).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Octobre 2019	Septembre 2020 ^r	Octobre 2020 ^p	Septembre à octobre 2020	Octobre 2019 à octobre 2020	Septembre à octobre 2020	Octobre 2019 à octobre 2020
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	17 040,8	15 811,2	15 994,8	183,7	-1 046,0	1,2	-6,1
Foresterie, exploitation et soutien	37,5	36,4	37,3	0,8	-0,3	2,3	-0,7
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	200,1	182,8	183,1	0,3	-17,0	0,2	-8,5
Services publics	128,4	122,1	122,0	-0,1	-6,4	-0,1	-5,0
Construction	1 046,2	988,0	1 005,5	17,6	-40,7	1,8	-3,9
Fabrication	1 580,6	1 481,6	1 483,4	1,8	-97,2	0,1	-6,1
Commerce de gros	824,4	774,0	781,0	7,0	-43,4	0,9	-5,3
Commerce de détail	1 999,9	1 894,1	1 921,9	27,8	-78,0	1,5	-3,9
Transport et entreposage	790,9	741,4	756,0	14,6	-34,9	2,0	-4,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	348,8	335,0	340,1	5,0	-8,7	1,5	-2,5
Finance et assurances	755,3	734,3	735,6	1,3	-19,7	0,2	-2,6
Services immobiliers, de location et de location à bail	294,4	248,7	252,1	3,4	-42,3	1,4	-14,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	989,8	960,3	971,7	11,5	-18,0	1,2	-1,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	110,1	113,2	117,1	3,9	7,0	3,5	6,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	838,0	746,0	756,2	10,2	-81,8	1,4	-9,8
Services d'enseignement	1 366,1	1 293,5	1 311,7	18,2	-54,5	1,4	-4,0
Soins de santé et assistance sociale	2 045,1	2 033,3	2 050,6	17,2	5,4	0,8	0,3
Arts, spectacles et loisirs	314,0	216,6	225,8	9,2	-88,3	4,2	-28,1
Services d'hébergement et de restauration	1 346,9	1 005,2	1 017,0	11,8	-329,9	1,2	-24,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	557,2	484,4	491,3	6,9	-65,9	1,4	-11,8
Administrations publiques	1 152,2	1 122,9	1 137,3	14,4	-14,9	1,3	-1,3
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	219,1	201,3	203,3	2,1	-15,7	1,0	-7,2
Île-du-Prince-Édouard	70,3	65,0	67,0	2,0	-3,4	3,1	-4,8
Nouvelle-Écosse	426,8	400,8	408,8	8,0	-18,0	2,0	-4,2
Nouveau-Brunswick	325,4	318,7	320,1	1,4	-5,3	0,4	-1,6
Québec	3 808,5	3 632,7	3 644,9	12,2	-163,6	0,3	-4,3
Ontario	6 639,4	6 084,5	6 173,3	88,8	-466,1	1,5	-7,0
Manitoba	612,0	578,8	586,9	8,1	-25,1	1,4	-4,1
Saskatchewan	483,6	456,9	461,5	4,7	-22,0	1,0	-4,6
Alberta	2 028,2	1 831,0	1 852,8	21,7	-175,4	1,2	-8,7
Colombie-Britannique	2 360,0	2 176,2	2 210,2	34,0	-149,9	1,6	-6,3
Yukon	22,4	21,7	22,1	0,3	-0,4	1,5	-1,7
Territoires du Nord-Ouest	26,0	25,0	25,2	0,3	-0,7	1,1	-2,8
Nunavut	19,0	18,6	18,8	0,1	-0,3	0,8	-1,4

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Source(s) : Tableau 14-10-0223-01 (anciennement tableau CANSIM 281-0063).

Tableau 3
Postes vacants et taux de postes vacants, données non désaisonnalisées¹

	Octobre 2020 ^P Employés salariés ²	Octobre 2020 ^P Postes vacants	Octobre 2020 ^P Taux de postes vacants
	milliers		%
Ensemble des secteurs³	15 250,7	551,9	3,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	263,4	16,0	5,7
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	182,8	3,7	2,0
Services publics	122,6	1,8	1,4
Construction	1 063,1	44,8	4,0
Fabrication	1 486,8	50,7	3,3
Commerce de gros	773,4	18,4	2,3
Commerce de détail	1 902,3	92,8	4,7
Transport et entreposage	751,2	28,5	3,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	334,1	10,0	2,9
Finance et assurances	731,8	24,9	3,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	250,4	4,4	1,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	956,3	38,3	3,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	112,6	3,7	3,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	768,5	37,8	4,7
Services d'enseignement	1 247,8	14,5	1,1
Soins de santé et assistance sociale	2 043,4	80,7	3,8
Arts, spectacles et loisirs	238,7	3,6	1,5
Services d'hébergement et de restauration	1 048,6	49,3	4,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	487,8	20,2	4,0
Administrations publiques ⁴	485,1	7,7	1,6
Provinces et territoires⁵			
Terre-Neuve-et-Labrador	186,1	4,3	2,3
Île-du-Prince-Édouard	62,8	2,2	3,4
Nouvelle-Écosse	380,5	11,8	3,0
Nouveau-Brunswick	312,8	11,0	3,4
Québec	3 510,0	144,6	4,0
Ontario	5 848,8	203,3	3,4
Manitoba	568,5	17,7	3,0
Saskatchewan	448,7	12,6	2,7
Alberta	1 779,3	51,3	2,8
Colombie-Britannique	2 102,4	91,7	4,2

^P provisoire

1. Les estimations sont provisoires jusqu'à ce que les données trimestrielles connexes soient diffusées.
2. Les estimations de l'emploi de l'EPVS peuvent différer des estimations de l'emploi de l'EERH en raison du regroupement pour le calage et des différences de couverture et de période de référence. De plus, les données de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées.
3. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.
4. À l'exclusion des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales et de toute autre administration publique extraterritoriale.
5. Les totaux pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont trop peu fiables pour être publiés, mais les données de ces territoires sont incluses dans les totaux sectoriels et dans l'ensemble des secteurs.

Source(s) : Tableaux [14-10-0371-01](#) et [14-10-0372-01](#).

Tableaux disponibles : [14-10-0201-01](#), [14-10-0203-01](#), [14-10-0205-01](#), [14-10-0209-01](#), [14-10-0211-01](#), [14-10-0213-01](#), [14-10-0214-01](#), [14-10-0216-01](#), [14-10-0218-01](#), [14-10-0220-01](#) à [14-10-0223-01](#) , [14-10-0255-01](#), [14-10-0371-01](#) et [14-10-0372-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2612](#) et [5217](#).

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* ([72-203-G](#)).

Le produit « [La rémunération et l'emploi salarié en bref : appli interactive](#) » ([14200001](#)) est maintenant accessible. Cette application interactive de visualisation de données dresse un portrait détaillé du marché du travail canadien en utilisant les données les plus récentes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Les estimations sont désaisonnalisées et sont offertes selon la province et le principal secteur d'activité. Des estimations historiques remontant à 10 ans sont aussi comprises. Cette application interactive permet aux utilisateurs d'explorer et de personnaliser rapidement et aisément l'information présentée. Combinez plusieurs provinces et secteurs d'activité afin de créer vos propres domaines d'intérêt associés au marché du travail.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).